

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Pour-sauver-l-emploi-il-faut>



Pour sauver l'emploi, il faut mettre Arcelor-Mittal sous contrôle public

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : vendredi 9 décembre 2011

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

Au moment même où la World Steel Association (qui représente 170 sidérurgistes dont 18 des 20 principaux producteurs mondiaux) publie un rapport dans lequel elle relève ses prévisions 2011 et 2012 de la demande d'acier à travers le monde [1], indiquant qu'en la matière la croissance chinoise devrait éclipser les retombées des turbulences financières, la direction d'Arcelor-Mittal a annoncé la fermeture définitive des hauts-fourneaux de la région liégeoise. Et donc aussi, sans doute à terme, des secteurs en aval (laminage et la phase à froid de Chertal) puisque les premiers fournissent les seconds (soit 3000 emplois directs, 20.000 indirects). Que reproche Mittal à la sidérurgie liégeoise ? Sans doute de ne pas accepter de travailler aux conditions des travailleurs indiens, dont l'exploitation est à l'origine de la fortune de la famille Mittal, la fortune personnelle de Lashmi Mittal étant estimée à 31,1 milliards de dollars [2].

Si Arcelor-Mittal Liège était une banque, elle serait sauvée depuis longtemps...

Les pouvoirs publics belges viennent, de façon récurrente depuis deux ans, de se porter au secours du secteur bancaire, au bord de la banqueroute, issue de ses propres pratiques douteuses en matière de spéculation. La presse c'est largement fait l'écho ces dernières semaines du coût que cela représentera dans l'immédiat pour chaque citoyen, sans aucune garantie que ce « sauvetage » ne sera pas débordé ultérieurement par la situation du holding communale ou par les actifs nocifs placés dans la "bad bank" (dont 60% à charge de la Belgique). Rappelons qu'à l'origine, la Belgique avait plusieurs banques publiques à l'équilibre financier positif, dont le Crédit Communal devenu Dexia et la Caisse d'Épargne absorbée par Fortis. Elles furent privatisées et chacun peut voir ce qu'il en est advenu...

Dans les années '80, face à une gestion privée aux résultats déjà désastreux, la Région wallonne dût devenir l'actionnaire majoritaire de ce qui s'appelait à l'époque Cockerill-Sambre. La gestion publique, perfectible sans doute, permit malgré tout dans un premier temps de sauver l'outil, de préserver une partie de l'emploi et d'assurer le départ en douceur des travailleurs les plus âgés. Par la suite, la région commisit l'erreur, sous la pression du diktat européen du tout à la privatisation, de revendre pour une bouchée de pain la sidérurgie wallonne à un moment où le secteur commençait à se redéployer. Depuis, le savoir-faire et la sueur des métallos wallons ont contribué à grossir les poches des actionnaires d'Usinor/Arcelor puis de Mittal. Plus même, afin que Mittal accepte de relancer les hauts-fourneaux sérésiens une première fois, chaque citoyen a contribué, à travers le financement fédéral, à la fois au paiement des quotas CO2 que Mittal aurait dû assumer. Mais également au financement, via la Région, de la dépollution des anciens sites de Cockerill-Sambre non repris par Mittal.

Wallons, sauvons-nous nous mêmes !

La sidérurgie, bien qu'en recul par rapport à son âge d'or, reste une des colonnes vertébrales du paysage économique wallon. Pas seulement en elle-même mais aussi et surtout à travers la multitude de petites et moyennes entreprises qui vivent principalement grâce à son activité. Elle est le poumon économique de notre région. Sans elle, notre région qui a entamé son redressement économique risque de s'étouffer.

Il nous faut donc revendiquer que la puissance publique -si prompte à réagir au secours des banques- vienne au

secours de tous les travailleurs de Wallonie, et leur famille, dont la vie dépend du maintien de l'activité sidérurgique. Mais comme nous ne voulons pas non plus que nos concitoyens payent une deuxième fois à la place de Lashmi Mittal, il faut donc exiger de la région wallonne une "nationalisation"/mise sous tutelle publique, sans dédommagement, de toutes les entreprises du groupe Arcelor-Mittal situées sur le territoire wallon. Pour ne citer qu'un ou deux éléments en faveur de cette thèse, c'est que Mittal n'a réalisé aucune des promesses qui lui avaient valu le soutien politique et économique de la Région, mais également que malgré ses milliards de bénéfices, grâce aux funestes intérêts notionnels de Didier Reynders, Arcelor-Mittal a payé moins de 500Euros d'impôts des sociétés en deux ans...

Si la Wallonie veut prendre son sort en main plus largement, et en particulier à l'aune de la dernière réforme de l'État qui vient d'avoir lieu, elle doit aussi remettre la main sur les secteurs stratégiques de son économie et ne plus les laisser entre celles de multinationales apatrides qui ne se soucient nullement du sort des travailleurs, des peuples, des régions. En Europe, il est un nombre croissant d'économistes (Emmanuel Todd, Jacques Sapir,...) et d'hommes politiques progressistes (Arnaud Montebourg, Jean-Luc Mélenchon,...) qui plaident pour un retour à un certain nombre de mesures de protectionnisme social, seul à même de nous protéger contre les délocalisations spéculatives.

Vers une sidérurgie d'avenir...

Pour conclure, rappelons, comme nous le mentionnons en introduction, qu'il n'y a aucune raison économique autre que la cupidité des actionnaires de Mittal au regard du marché mondial de l'acier à la fermeture de la sidérurgie liégeoise. Que par ailleurs, dans le prolongement du plan Marshall2.vert, seule la puissance publique serait à même d'offrir un redéploiement à travers de nouveaux débouchés dans l'économie verte, comme par exemple la mutation progressive vers une sidérurgie électrique émettant moins de CO2. Ainsi, l'acier et les turbines servant à la fabrication d'éoliennes sont les mêmes que ce que produit la sidérurgie wallonne, pourtant la part wallonne dans la production des installations actuelles est minime. De même, le savoir-faire wallon en matière de tubes et de centrales thermiques serait tout à fait à même de développer les technologies et l'exploitation de l'énergie géothermique, un secteur actuellement à peine ébauché à la fois par les pouvoirs publics et par entrepreneuriat privé, faute d'initiative car ne dégagant pas des bénéfices à deux chiffres. Nous pourrions multiplier les exemples, mais ceux-ci seraient vains s'il n'y a pas derrière un acteur public pour les mettre en oeuvre.

Les travailleurs, directement ou indirectement liés de la sidérurgie, ainsi que leur famille méritent autant d'attention que les actionnaires de Dexia, Fortis ou KBC, d'autant qu'eux ne sont pas « délocalisables ». Mais trouverons-nous en face de nous des politiciens prisonniers de la pensée unique néolibérale ou des hommes et des femmes d'Etat capables du courage politique nécessaire à la mise en oeuvre d'une politique en faveur des gens avant les financiers ?

Post-scriptum :

Didier BRISSA est militant altermondialiste, membre du Collectif Le Ressort, fils et petit-fils de métallos.

[1] <http://www.investir.fr/infos-conseils-boursiers/actus-des-marches/infos-marches/la-demande-mondiale-d-acier-accelerera-en-2012-world-steel-378681.php>

[2] <http://www.forbes.com/wealth/billionaires>